La stabilité des États de l'Afrique de l'Ouest à l'épreuve de la désinformation

Une publication de Solution Think Tank[1]

Septembre 2025

Cotonou, Bénin

Auteurs : Dr Moquet César FLAN (lead) (CRPA), Dr Mariama Ciré DIALLO (IPED), Babacar N'DIAYE (WATHI), Youssef OUATTARA (CRPA).

Résumé

Avec le développement spectaculaire des moyens de communication, le phénomène de la désinformation a aujourd'hui pris une ampleur inquiétante au niveau mondial. A l'échelle continentale, l'Afrique de l'Ouest y est particulièrement exposée. Cette situation favorisée par de nombreux facteurs a des effets particulièrement néfastes, mettant en péril la stabilité des États de la région. Ayant pris la mesure de la menace, ceux-ci ont progressivement organisé la riposte aux niveaux normatif et institutionnel. Mais beaucoup reste encore à faire afin de pouvoir endiguer efficacement la désinformation et ainsi réduire son impact sur les États ouest-africains.

Mots-clés : Désinformation, Réseaux sociaux, Déstabilisation, Afrique de l'Ouest.

Abstract

With the spectacular development of means of communication, the phenomenon of disinformation has now reached alarming proportions worldwide. On a continental scale, West Africa is particularly exposed to it. This situation, fueled by numerous factors, has particularly harmful effects, endangering the stability of the region's states. Having recognized the threat, they have gradually organized a response at the normative and institutional levels. However,

[1] Solution Think Tank est un réseau de think tanks en Afrique de l'Ouest. Pour plus d'informations, consultez les informations supplémentaires jointes à la fin de cet article.

much remains to be done to effectively stem the tide of disinformation and thus reduce its impact on West African states.

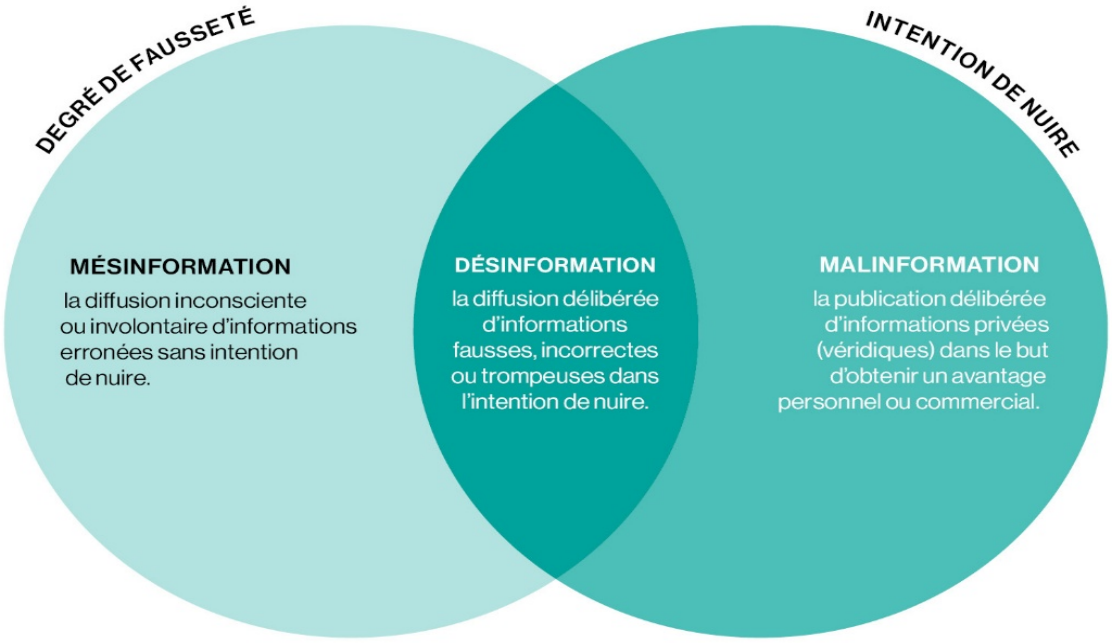
Keywords: Disinformation, Social networks, Destabilization, West Africa.

Introduction

La révolution numérique amorcée vers la fin du XX^{ème} siècle a profondément bouleversé les sociétés et les habitudes de vie des populations du monde entier dans de nombreux domaines, notamment celui de l'information. La démocratisation d'internet a en effet eu pour conséquence de démocratiser l'accès à l'information qui n'est plus l'apanage d'une minorité privilégiée. Il n'est quasiment plus possible, dans ce monde ultra-connecté, de soustraire l'information à la connaissance du public. Tout individu, muni d'un simple smartphone, devient à la fois émetteur et récepteur de l'information. Le développement des réseaux sociaux a ainsi favorisé l'éveil d'une société civile qui assume de plus en plus sa responsabilité de contrôle citoyen de l'action des dirigeants politiques.

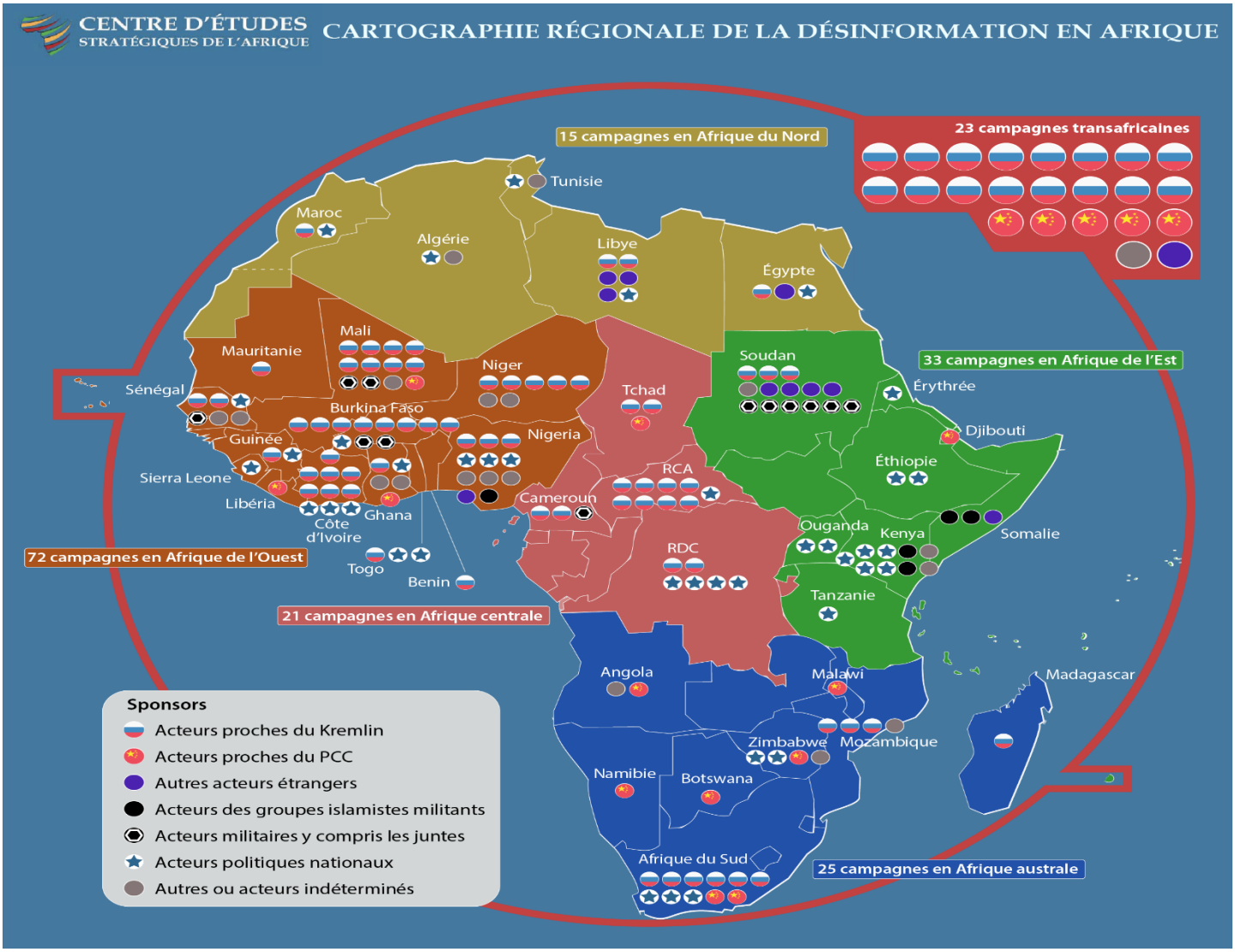
Toutefois, cette révolution, n'a pas manqué d'engendrer des effets pervers. L'information étant désormais immédiatement à la portée de tous, sans contrôle préalable dans bien des cas, les risques de manipulation deviennent accrus. La progression spectaculaire des fake news sur les réseaux sociaux ces dernières années et leur impact déstabilisateur sur les plans politique et économique ont mis en lumière une problématique cruciale : la désinformation.

La désinformation peut se définir comme une manipulation délibérée de la vérité. C'est le fait de diffuser intentionnellement de fausses informations dans le but de tromper, de manipuler ou de nuire à une personne, un groupe ou une cause (Institut Supérieur de Formation au Journalisme, 2023). C'est ce critère de l'intentionnalité qui permet de distinguer la désinformation d'un autre phénomène connexe, la mésinformation, qui elle désigne un partage non intentionnel de fausses informations (Jackson, 2017). Dans ce cas précis, l'information reste certes fausse, mais elle est partagée sans aucune intention malveillante. L'auteur du partage apparait ici, lui-même, plus comme une victime de la mauvaise information reçue préalablement. Désinformation et mésinformation doivent enfin toutes les deux être distinguées de l'information malveillante (aussi appelée malinformation) qui suppose la diffusion d'informations vraies mais dans un but nuisible, ou en vue de porter préjudice (Conseil de l'Europe, 2022).



Graphique 1 – Distinction entre désinformation, mésinformation, et malinformation. Reproduit à partir de « Qu'est-ce que la mésinformation et la désinformation ? », par Centre de crise national de la Belgique. (2025). https://centredecrise.be/fr/risques-en-belgique/risques-man-made/desinformation/quest-ce-que-la-mesinformation-et-la

L'Afrique de l'Ouest, comme toutes les régions du monde, n'est pas épargnée par l'explosion du phénomène de la désinformation. La cartographie de la vague de désinformation sur le continent place même la région en tête des zones les plus affectées avec près de 40% des campagnes de désinformation documentées (Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2024).



Graphique 2 – Les campagnes de désinformation visant à manipuler les systèmes d'information africains ont presque quadruplé depuis 2022, entraînant des conséquences déstabilisantes et antidémocratiques. Reproduit à partir de « Cartographie de la vague de désinformation en Afrique », par Centre d'études stratégiques de l'Afrique. (2024, 01er avril). https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-vague-de-desinformation-en-afrique/

Dans un tel contexte, exacerbé par la coexistence nouvelle de deux blocs quasi-antagoniques (CEDEAO et AES), c'est la stabilité des États de la région qui est désormais en jeu face à la menace pernicieuse de la désinformation. L'objectif de la présente publication est d'analyser et comprendre la dynamique du phénomène dans la région afin de pouvoir dégager des pistes de solution pour son endiguement. Pour ce faire, il conviendra d'apporter des réponses aux interrogations fondamentales suivantes : **Quels sont les facteurs qui favorisent et amplifient**

l'effet déstabilisateur de la désinformation dans les États de l'Afrique de l'Ouest ? Comment renforcer la résilience des États ouest-africains face à la désinformation ?

Les bouleversements politiques et géostratégiques intervenus en Afrique de l'Ouest depuis le début de la décennie actuelle, démontrent avec acuité la capacité de nuisance des campagnes de désinformation. Dans un tel contexte, il ne sera pas exagéré de présenter la désinformation comme une menace existentielle pour la stabilité des États en Afrique de l'Ouest. Confrontés à ce phénomène, les États de la région ne sont pas restés inactifs. Nous présenterons et analyserons ainsi les réponses étatiques face à la désinformation. En vue de contribuer à lutter plus efficacement contre la désinformation dans la région, nous terminerons notre étude par une série de recommandations.

1. La désinformation, menace existentielle pour la stabilité des États en Afrique de l'Ouest

Comme sus-indiqué, l'Afrique de l'Ouest est la région du continent la plus affectée par les campagnes de désinformation. Elle est aussi devenue, dans le même temps, l'une des zones les plus instables sur les plans politique et sécuritaire avec pas moins de 04 coups d'État militaires en 05 ans. Si l'on convient que la désinformation a joué un rôle majeur dans l'avènement de cette situation, il devient impérieux de se questionner sur les facteurs qui pourraient expliquer l'ampleur prise par ce phénomène dans cette zone spécifique de l'Afrique. Car la désinformation, du fait de ses graves effets, devient une menace existentielle pour la stabilité des États ouest-africains.

1.1 Les facteurs explicatifs de la désinformation en Afrique de l'Ouest

Une société démocratique saine devrait reposer sur des débats alimentés par des citoyens bien informés, au moyen de médias professionnels traitant l'information de manière neutre. Hélas, l'évolution de la sphère médiatique, avec l'émergence des médias en ligne notamment, a été un facteur au désavantage de la bonne information dans certains cas. Cette évolution s'est en effet accompagnée d'une montée en puissance de la propagation d'éléments d'information faux ou trompeurs, souvent dans le cadre de campagnes délibérées de désinformation menées par des acteurs nationaux ou étrangers, ce qui sème la confusion et exacerbe la polarisation, fausse le

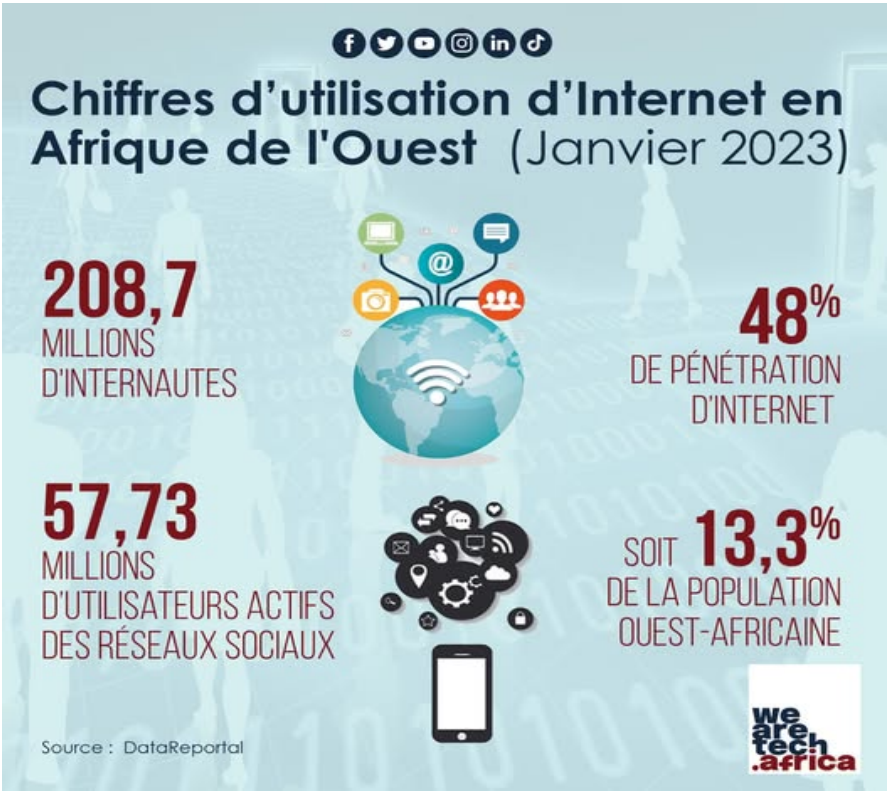
débat public et aggrave la perte de confiance à l'égard des pouvoirs publics (Organisation de Coopération et de Développement Economiques [OCDE], 2024). A y regarder de plus près, c'est la conjonction de plusieurs facteurs, que nous classerons en deux catégories, qui a rendu possible l'expansion rapide du phénomène de la désinformation en Afrique de l'Ouest : la révolution technique et technologique à la faveur de l'Internet, et l'essor fulgurant des « influenceurs ».

- **La révolution technique et technologique à la faveur de l'Internet**

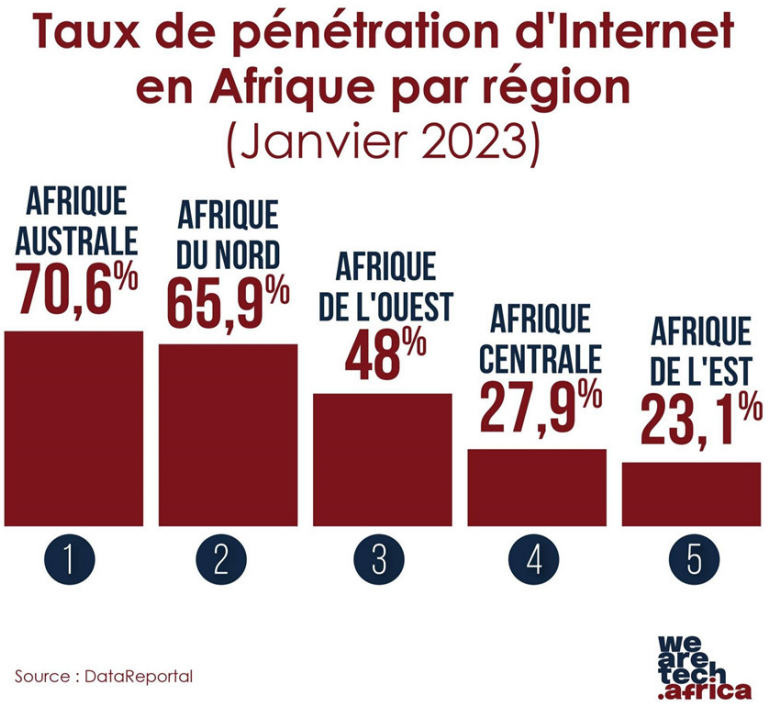
Comme nous le rappelle si bien Vitalis (2015), la révolution numérique, née du croisement d'une logique libérale avec une logique libertaire, offre de nouvelles possibilités d'expression qui ne doivent pas faire oublier pour autant ses autres aspects moins positifs.

L'avènement d'Internet a entrainé un bouleversement dans le monde de l'information et de la communication, car ne s'inscrivant pas, contrairement aux médias traditionnels, dans une simple logique de diffusion. L'outil permet en effet à son utilisateur de recevoir mais aussi d'émettre l'information. Cette particularité a profondément modifié les modes de communication entre les individus et a permis de créer de nouveaux liens sociaux, tout en suscitant de nouveaux comportements (Niel et Roux, 2012). Internet concurrence désormais les médias classiques sur leur terrain de prédilection, de plus en plus de personnes ne s'informant uniquement que sur la toile (RFI, 2025), ouvrant ainsi la porte à l'émergence des campagnes massives de désinformation.

Si la désinformation prend des proportions aussi inquiétantes en Afrique de l'Ouest, c'est bien parce que la région est l'une des plus connectées du continent. Les chiffres à cet égard sont assez édifiants. Selon les statistiques de 2023, près d'un citoyen ouest-africain sur deux a accès à Internet (48%), ce qui place la région sur le « podium continental ». On comptait alors 208,7 millions d'internautes, dont 57,73 millions d'utilisateurs actifs des réseaux sociaux. Ces chiffres ont certainement évolué depuis lors, tant les moyens d'accès à Internet se sont diversifiés et démocratisés, allant de la fibre optique à l'Internet mobile.



Graphique 3 – Statistiques de l'utilisation d'Internet en Afrique de l'Ouest en 2023. Reproduit à partir de « Les chiffres d'utilisation d'Internet en Afrique de l'Ouest (Janvier 2023) », par Agence Ecofin. (2023, 30 mai). https://www.agenceecofin.com/multimedia/3005-108776-les-chiffres-dutilisation-dinternet-en-afrique-de-louest-janvier-2023#startOfPageId108776



Graphique 4 – Taux de pénétration d'Internet en Afrique par région (Janvier 2023). Reproduit à partir de « Uber, Bolt, Moja Ride, Gozem… les applis de VTC prennent de la valeur sur un marché africain peu préparé », par Edjo, M. (2023, 27 avril). https://www.wearetech.africa/fr/fils/dossier/uber-bolt-moja-ride-gozem-les-applis-de-vtc-prennent-de-la-valeur-sur-un-marche-africain-peu-prepare

- **L'essor fulgurant des « influenceurs » dans le contexte de la désinformation**

Les « influenceurs » sont des personnes qui ont construit une audience significative sur les plateformes en ligne et qui ont ainsi la capacité d'influencer les opinions et les comportements de cette audience, notamment en matière de consommation. D'abord cantonnés à des sphères bien spécifiques, notamment commerciales ou culturelles, les influenceurs ont progressivement étendu leur champ d'action à presque tous les aspects de la vie en société. On les retrouve aujourd'hui sur la scène politique où, tantôt par conviction, tantôt à des fins lucratives, ils se mettent au service de leaders ou formations politiques. En périodes électorales, déjà propices par nature à toutes sortes de campagnes de désinformation, l'action des influenceurs peut se révéler très dévastatrice si elle n'est pas encadrée. C'est justement à ce niveau que se situe tout le problème autour de ce qu'on qualifie de « marché de l'influence ». De manière générale en effet, les influenceurs profitent d'un cadre légal nébuleux et non contraignant (Maurin-Bonini, 2025). Ce « flou juridique autour de l'influence » est encore plus prégnant en Afrique de l'Ouest, où il n'existe quasiment dans aucun État de législation propre à l'activité des influenceurs. Seule la Côte d'Ivoire semble s'être démarquée en assujettissant depuis 2022 les influenceurs et assimilés disposant d'au moins 25.000 abonnés, aux dispositions de la loi sur la communication audiovisuelle (Le Bihan, 2023). Une Charte des réseaux sociaux a même été adoptée en 2023, sous l'égide de la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA).

L'évolution inquiétante du phénomène de la désinformation en Afrique de l'Ouest peut donc s'expliquer par différents éléments qui sapent la stabilité des États de la région. Cela est encore plus perceptible lorsqu'on s'intéresse aux effets produits par la désinformation.

1.2 Les effets de la désinformation sur les États en Afrique de l'Ouest

Selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (2024), « [l]es campagnes de désinformation ont été directement à l'origine de violences meurtrières, encouragé et validé des coups d'État militaires, réduit les membres de la société civile au silence et servi de paravent à la corruption et à l'exploitation » (p. 02). Cela est particulièrement vrai en Afrique de l'Ouest où les nombreuses crises sociopolitiques observées depuis 2020 peuvent être perçues comme la résultante de campagnes méthodiques de désinformation, très souvent orchestrées par des puissances étrangères, à l'image de la Russie, identifiée par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique comme principal sponsor de la désinformation dans la région. La stabilité des États de la région est ainsi mise à rude épreuve par la désinformation qui a dans un premier temps grandement contribué aux coups d'État militaires perpétrés ces dernières années. Aujourd'hui, c'est à travers la manipulation des processus électoraux que la menace se fait de plus en plus grande. L'instabilité politique ainsi créée entraine fatalement des répercussions sur le plan économique.

Il est indéniable que la désinformation, notamment d'origine russe, a joué un rôle central dans le renversement du Président Mohamed Bazoum au Niger en 2023. Les premières campagnes ont consisté à contester sa nationalité en vue de lui nier sa légitimité à présider aux destinées du pays (Mare et al., 2023). Elles se sont poursuivies méthodiquement, ainsi que le révèle le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (2024), jusqu'à l'aboutissement du changement anticonstitutionnel de gouvernement en juillet 2023. Toujours selon le Centre, le contenu relatif au Niger a alors augmenté de 6645% sur les canaux russes au cours du mois qui a suivi le coup d'État, traduisant l'intensification de la désinformation pour consolider la junte militaire et l'associer à la Russie.

Lorsqu'elles ne tendent pas à fomenter des coups d'État, les campagnes de désinformation en Afrique de l'Ouest visent à manipuler les processus électoraux. Les élections constituent en effet une cible privilégiée des acteurs de la désinformation, l'expérience ayant démontré que la désinformation permet de gagner les élections (Mare et al., 2023). L'intégrité des processus démocratiques est ainsi remise en cause par toutes sortes de manipulations et d'ingérences. Le choix des électeurs n'est plus libre, dès l'instant qu'il est orienté par des manœuvres trompeuses. A cet égard, l'élection présidentielle d'octobre 2025 en Côte d'Ivoire cristallise l'attention tant elle est menacée d'être polluée par une intense campagne de désinformation

orchestrée par les États de l'AES, ouvertement hostiles au pouvoir d'Abidjan (Jeune Afrique, 2025).

L'instabilité politique ainsi générée par la désinformation ne peut qu'impacter négativement le développement économique des États de la région. Les coups d'État et autres violences, notamment liées aux contestations électorales, font fuir les investisseurs, entrainent le gel des programmes d'aide au développement et l'arrêt des projets en cours de réalisation. Tous ces facteurs aggravent la crise économique et la paupérisation des populations, préparant ainsi le lit de révoltes futures, nouvelles sources d'instabilité.

Le coût de la désinformation pour la stabilité des États ouest-africains est donc très élevé. Ayant pris la mesure de la menace, ceux-ci ont développé progressivement des mécanismes et instruments de riposte.

2. La réponse des États de l'Afrique de l'Ouest face à la désinformation

La prolifération de contenus faux ou déformés, amplifiée par les plateformes numériques, menace la cohésion sociale, la gouvernance démocratique et la sécurité dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest. Depuis les cycles électoraux récents et les crises sécuritaires au Sahel, les États et la société civile ont intensifié leurs réponses pour limiter les effets néfastes de la désinformation. Les réponses publiques peuvent être classées en deux catégories : le cadre légal et répressif d'une part et l'architecture institutionnelle d'autre part.

2.1 Le cadre légal et répressif

En Afrique de l'Ouest, les États ont progressivement renforcé leurs dispositifs juridiques et répressifs pour lutter contre la désinformation et la mésinformation, notamment dans le contexte des processus électoraux et de la sécurité nationale. Les cadres juridiques s'appuient sur un ensemble de lois, codes et règlements encadrant la liberté d'expression, la cybersécurité, la protection des données et la répression des infractions liées aux technologies de l'information. Au niveau régional, la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel adoptée le 27 juin 2014 constitue une référence, bien que sa ratification et sa mise en œuvre restent inégales. Plusieurs États, comme le Sénégal, le Burkina Faso, le Nigeria et la Côte d'Ivoire, disposent de lois nationales criminalisant la diffusion de

fausses informations susceptibles de troubler l'ordre public. En Côte d'Ivoire, le cadre juridique repose notamment sur la loi n°2013-451 du 19 juin 2013 relative à la lutte contre la cybercriminalité, qui incrimine en son article 20 la diffusion de données fausses ou altérées par le biais d'un système informatique, lorsqu'elles sont de nature à porter atteinte à l'ordre public ou à la sécurité nationale. Cette loi est complétée par les dispositions du Code pénal réprimant la diffusion de fausses nouvelles (Articles 183, 209, 241). En période électorale, la répression se renforce par des mesures administratives et judiciaires ciblées. Ainsi, dans un communiqué le Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance d'Abidjan rappelait que la publication, le relais ou la diffusion de fausses informations, notamment sur les réseaux sociaux, constituaient des infractions pénalement sanctionnées, invitant les auteurs et relais à cesser immédiatement ces pratiques sous peine de poursuites (Communiqué du Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance d'Abidjan, du 21 juillet 2025). Ce cadre légal est complété par des actions répressives concrètes, telles que l'interpellation et le jugement de cyberdélinquants, mais aussi par des campagnes de sensibilisation menées en collaboration avec l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) et les forces de sécurité. Bien que ces dispositifs visent à préserver l'ordre public et la sécurité, leur application soulève des débats sur l'équilibre entre la lutte contre la désinformation et la protection des libertés fondamentales, notamment la liberté d'expression garantie par la Constitution et par les instruments internationaux ratifiés par les États de la région.

2.2 L'architecture institutionnelle

La réponse des États ouest-africains à la problématique de la désinformation se fait également par la mise en place d'une architecture institutionnelle destinée à lutter contre une menace de plus en plus croissante. Cette architecture comprend d'abord des institutions publiques et cellules de veille. En vue de l'optimisation de l'efficacité de la riposte à la désinformation, ces institutions ont ensuite progressivement noué des partenariats avec les plateformes et initiatives techniques. Elles assurent enfin une éducation plus poussée aux médias et au fact-checking.

Les institutions publiques et cellules de veille

Dans le contexte ouest-africain, la lutte contre la désinformation et la mésinformation repose sur un réseau institutionnel multidimensionnel, associant organes gouvernementaux, autorités administratives indépendantes et cellules spécialisées.

En Côte d'Ivoire, le **ministère de la Communication et de l'Économie numérique** joue un rôle central dans la régulation des médias et de l'espace numérique, à travers l'**Autorité Nationale de la Presse (ANP)** et la **HACA**, chargées de veiller au respect de l'éthique journalistique et de sanctionner les contenus mensongers diffusés sur les plateformes traditionnelles et numériques. La **Plateforme de Lutte contre la Cybercriminalité (PLCC)**, logée au sein de la Police nationale, assure la détection et le traitement des infractions liées à la diffusion de fausses informations en ligne (Acakpo, 2025).

Au Burkina Faso, le dispositif institutionnel inclut le **Conseil Supérieur de la Communication (CSC)**, responsable de la régulation du paysage médiatique, et l'**Agence Nationale de Promotion des Technologies de l'Information et de la Communication (ANPTIC)**, qui participe au suivi des contenus en ligne. Par ailleurs, le **Service National de Développement de la Communication (SNDC)** et les cellules de veille mises en place dans le cadre de la lutte contre le terrorisme contribuent à identifier et neutraliser les campagnes de désinformation susceptibles de menacer la sécurité nationale.

À l'échelle régionale, la **Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)** a également mis en place des mécanismes de veille, notamment les réseaux d'observation électorale, qui intègrent désormais la surveillance des fake news dans leurs missions.

Cette architecture institutionnelle illustre la prise de conscience croissante du rôle stratégique de l'information dans la stabilité politique et sécuritaire. Elle témoigne également d'une tendance à l'intégration des cellules de veille dans les dispositifs nationaux et régionaux de gouvernance de l'information.

Partenariats avec les plateformes et initiatives techniques

Les États d'Afrique de l'Ouest, confrontés à l'ampleur des phénomènes de désinformation et de mésinformation, ont progressivement développé des partenariats avec les grandes plateformes numériques afin d'améliorer la détection et le retrait rapide des contenus préjudiciables. Par exemple, au Nigeria, la **National Information Technology Development Agency (NITDA)** collabore avec **Meta** (Facebook, WhatsApp, Instagram) et **Twitter/X** pour limiter la diffusion de fausses informations en période électorale, notamment à travers le signalement prioritaire de contenus suspects et le blocage des comptes récidivistes (Okoronkwo, 2023).

En Côte d'Ivoire, Meta a lancé des programmes comme « ***NoFalseNewsZone*** » et « ***Mon univers digital*** », visant à soutenir les activités de fact-checking et l'éducation aux médias en partenariat avec des journalistes formés. Par ailleurs, le gouvernement ivoirien, via le ministère de la Communication, a coordonné avec des partenaires internationaux **(GIZ, UE)** la campagne **"#EnLigneTousResponsables"** pour renforcer la vigilance des populations face à la désinformation en ligne (Yeti, 2025). Des acteurs tels qu'**AfricTivistes** ou la **MFWA** ont également joué un rôle actif dans le renforcement des capacités citoyennes et journalistiques.

La CEDEAO a renforcé ses réponses à la désinformation en organisant, en mars 2025, une formation intensive pour plus de 40 journalistes régionaux, portant notamment sur les méthodologies avancées de fact-checking, l'OSINT et les outils numériques de vérification. Cette initiative a été menée en partenariat avec la GIZ, le CJID et la Media Foundation for West Africa (Shallpella, 2025).

Enfin, des plateformes citoyennes comme **StopIntox** en Côte d'Ivoire, ou **Dubawa** au Nigeria et au Ghana, jouent un rôle clé dans la détection participative des fake news grâce à des applications et formulaires de signalement accessibles au grand public. Ces partenariats public-privé et innovations techniques renforcent la capacité des États et de la société civile à contrer efficacement la désinformation.

Education aux médias et fact-checking

L'éducation aux médias est devenue une composante stratégique des politiques publiques et des initiatives citoyennes en Afrique de l'Ouest pour lutter contre la désinformation et la mésinformation. Elle vise à renforcer la capacité des citoyens, en particulier des jeunes et des électeurs, à identifier, analyser et évaluer de manière critique les contenus qu'ils consomment et partagent.

En Côte d'Ivoire, le projet « **Désinfox Côte d'Ivoire** » s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale #EnLigneTousResponsables, pilotée par le Ministère de la Communication. Il vise à renforcer la littératie numérique grâce à la formation de 240 journalistes de 80 médias, ainsi qu'à sensibiliser et former les jeunes à l'éducation aux médias (EMI) dans les établissements scolaires, afin de les outiller face à la désinformation (CFI Développement Médias, 2025).

Au Nigeria, **Dubawa** collabore avec des médias, des organisations civiques et des institutions technologiques pour organiser des programmes de renforcement des capacités, d'éducation aux

médias et de formation au fact-checking (Jamiu, 2020). De plus, des voix universitaires soulignent la nécessité de partenariats structurés entre les établissements d'enseignement supérieur et les acteurs du fact-checking afin de former les étudiants aux outils modernes de vérification (recherche d'images inversée, enregistreurs vidéo, bases de données ouvertes, etc..). En sus, Au Ghana, **Fact-Check Ghana**, un projet de la Media Foundation for West Africa, développe l'éducation aux médias en formant des professionnels des médias et en diffusant des compétences de vérification journalistique pour renforcer la résilience informationnelle du public.

Le fact-checking institutionnalisé progresse en Afrique de l'Ouest grâce à des initiatives régionales concrètes. En septembre 2024, la CEDEAO et la Media Foundation for West Africa ont organisé à Abuja une rencontre stratégique pour lutter contre la désinformation et renforcer la gouvernance démocratique. En 2025, deux séries d'ateliers — à Abuja en mars et à Abidjan en mai — ont permis de former une quarantaine de journalistes aux méthodes de fact-checking, à la littératie médiatique (MIL) et aux principes éthiques de l'information. Ces programmes, portés en collaboration avec la coopération allemande (GIZ), le CJID et la MFWA, illustrent une progression tangible des capacités institutionnelles régionales en matière de crédibilité et de fiabilité des médias.

Ces efforts combinent la prévention (éducation aux médias), la réaction (vérification en temps réel) et la correction (diffusion des rectifications), renforçant ainsi la résilience sociétale face aux manipulations informationnelles.

Si les États d'Afrique de l'Ouest ont pris conscience de la réalité de la menace que fait peser la désinformation sur leur stabilité, comme en témoignent les mesures sus-énumérées, des efforts restent encore à faire en vue d'une riposte plus efficace.

3. Recommandations pour lutter plus efficacement contre la désinformation en Afrique de l'Ouest

Plusieurs recommandations, si elles sont mises en œuvre correctement, pourraient contribuer à un meilleur endiguement du phénomène de la désinformation dans la région.

3.1 Mise en place du cadre législatif pour lutter contre la désinformation

La mise en place d'un cadre législatif clair constitue une étape cruciale dans la lutte contre la désinformation en Afrique de l'Ouest. Au Mali, la Loi du 5 décembre 2019 sur la répression de la cybercriminalité représente un jalon important dans ce domaine. Elle vise un large éventail d'infractions commises via les technologies de l'information, allant de la diffusion de contenus haineux ou diffamatoires au cyberharcèlement et aux fraudes informatiques. Les sanctions prévues sont particulièrement dissuasives, avec des peines de prison allant de six mois à vingt ans et des amendes pouvant atteindre vingt millions de francs CFA, renforcées en cas de récidive ou d'actions en bande organisée.

Si ce texte s'inscrit dans une dynamique régionale portée par la CEDEAO en matière d'harmonisation de la cybersécurité, il suscite néanmoins des critiques : certains y voient un outil liberticide susceptible de restreindre la liberté d'expression. En Côte d'Ivoire, une autre approche a été adoptée à travers la loi sur la communication audiovisuelle, qui soumet les blogueurs, activistes ou influenceurs disposant de plus de 25.000 abonnés à des obligations comparables à celles des médias classiques. Bien que parfois contestée, cette mesure constitue une avancée en matière de régulation du numérique et pourrait inspirer d'autres pays de la région confrontés à un vide juridique persistant.

3.2 Mettre en place de larges campagnes de sensibilisation en ligne

Au-delà des mesures répressives, la lutte contre la désinformation en Afrique de l'Ouest nécessite une approche éducative et préventive, à travers des campagnes de sensibilisation menées en ligne et sur les réseaux sociaux. La répression seule ne suffit pas à endiguer le phénomène, car elle peut être perçue comme une atteinte à la liberté d'expression. Il est donc crucial d'accompagner les populations dans la compréhension des enjeux liés aux fausses informations et de leur donner les outils pour adopter des comportements responsables.

Les campagnes de sensibilisation doivent viser à montrer concrètement l'impact de la désinformation sur la société : manipulation de l'opinion publique, tensions communautaires, déstabilisation politique, mais aussi conséquences économiques et sociales. En expliquant de manière claire et accessible les risques liés au partage d'informations non vérifiées, les États

peuvent encourager les citoyens à développer leur esprit critique et à adopter de bonnes pratiques en ligne.

En Côte d'Ivoire, le gouvernement a lancé la Campagne de sensibilisation à l'utilisation responsable des médias sociaux, une initiative portée par le ministère de la Communication et de l'Économie numérique. Cette campagne a pour objectif de sensibiliser les citoyens, de développer leurs connaissances et compétences en matière d'utilisation des plateformes numériques, et de promouvoir une attitude de respect des diversités et des différences dans l'espace virtuel. En mettant l'accent sur la responsabilité individuelle et collective, cette initiative constitue un exemple concret et inspirant pour les autres pays de la région. Chaque pays doit concevoir ses propres campagnes en tenant compte de son contexte culturel, linguistique et sociopolitique.

L'utilisation des langues locales, de figures publiques respectées (leaders religieux, influenceurs, artistes) et de formats accessibles (vidéos courtes, infographies, sketchs humoristiques, podcasts) permettrait de toucher un public plus large, notamment les jeunes qui représentent la majorité des usagers des réseaux sociaux. Les États et la société civile gagneraient à collaborer avec les grandes plateformes (Facebook, X/Twitter, TikTok, WhatsApp) pour développer des outils de sensibilisation intégrés, tels que des pop-ups d'alerte, des campagnes sponsorisées ou des programmes de formation.

Ces partenariats pourraient également financer des initiatives locales de fact-checking et de sensibilisation. Afin de mesurer leur efficacité, il est essentiel de mettre en place un système d'évaluation des campagnes, par exemple en suivant le taux d'engagement en ligne, la portée des messages ou l'évolution des comportements numériques des populations. Ce suivi permettra d'adapter les stratégies, de renforcer les messages et d'identifier les meilleures pratiques à reproduire dans d'autres contextes.

3.3 Renforcer l'éducation aux médias et à l'information

L'Éducation aux médias et à l'information (EMI) doit être considérée comme une priorité stratégique dans la lutte contre la désinformation en Afrique de l'Ouest. Elle permet de former des citoyens capables de distinguer l'information fiable de la rumeur, d'analyser les sources et de comprendre les mécanismes de manipulation de l'opinion. Or, face à l'essor des réseaux

sociaux et à la rapidité de circulation des contenus, cette compétence n'est plus optionnelle mais essentielle pour la cohésion sociale et la stabilité démocratique.

Les ministères de l'Éducation des pays de la région devraient développer des modules spécifiques sur l'éducation aux médias, intégrés dès le cycle primaire jusqu'au secondaire. Ces modules pourraient couvrir des thématiques telles que la vérification des sources, la distinction entre opinion et fait, la compréhension des algorithmes des réseaux sociaux et les risques liés aux fausses informations. L'élaboration de manuels adaptés au contexte culturel et linguistique local garantirait une meilleure appropriation. Aucun programme ne peut réussir sans des enseignants formés et outillés.

Il serait donc essentiel de mettre en place des sessions de formation initiale et continue pour les enseignants, afin qu'ils acquièrent les connaissances et les méthodes pédagogiques nécessaires pour transmettre ces compétences aux élèves. Les instituts de formation des maîtres et les universités pédagogiques devraient inclure l'EMI dans leurs curricula. L'école n'est pas le seul lieu d'apprentissage. Des campagnes de sensibilisation à travers les radios communautaires, les télévisions locales et les réseaux sociaux pourraient permettre de toucher des publics plus larges, notamment les populations rurales ou analphabètes.

Les ONG, associations de jeunes et organisations de femmes pourraient jouer un rôle clé dans cette diffusion, en organisant des ateliers pratiques sur la vérification de l'information et la lutte contre les rumeurs. Pour assurer la durabilité des initiatives, les États gagneraient à s'associer avec les médias, les plateformes numériques, les organisations internationales et les chercheurs. Des programmes conjoints pourraient permettre de produire des contenus pédagogiques accessibles (capsules vidéo, podcasts, infographies) et de financer des initiatives locales de sensibilisation.

Enfin, il est indispensable de définir des mécanismes d'évaluation de l'impact de ces programmes. Cela pourrait passer par la création d'indicateurs simples, tels que le niveau de compréhension des élèves sur la vérification de l'information ou la réduction de la propagation de rumeurs lors de périodes électorales. Un tel suivi permettrait d'adapter les stratégies et d'assurer leur efficacité sur le long terme.

3.4 Développer une éducation spécifique à la désinformation

La désinformation n'est pas un phénomène isolé mais un véritable fléau qui fragilise les sociétés, mine la confiance dans les institutions et alimente les tensions communautaires en Afrique de l'Ouest. Pour y faire face de manière durable, il est indispensable de mettre en place une éducation spécifique à la désinformation, complémentaire de l'éducation aux médias et à l'information.

Cette approche vise non seulement à renforcer l'esprit critique, mais aussi à donner aux citoyens les compétences nécessaires pour identifier, comprendre et déconstruire les mécanismes de la désinformation. Au-delà de l'éducation générale aux médias, il est nécessaire de créer des modules pédagogiques spécifiquement centrés sur la désinformation. Ceux-ci devraient inclure des exercices concrets de décryptage d'images, de vidéos et de messages circulant sur les réseaux sociaux, ainsi que des ateliers de fact-checking adaptés au niveau des élèves et étudiants. Par exemple, un manuel simple pourrait expliquer comment vérifier une source, croiser les informations, ou identifier les techniques de manipulation comme le montage photo, le détournement de citations ou la diffusion massive de rumeurs. Les enseignants jouent un rôle clé dans ce dispositif.

Leur formation doit inclure une dimension pratique sur les méthodes de lutte contre la désinformation, afin qu'ils puissent transmettre ces compétences aux élèves. En parallèle, il est important de former aussi les éducateurs communautaires, qui interviennent dans les zones rurales ou auprès de populations peu scolarisées, pour que le message touche l'ensemble de la société. Les jeunes constituent la cible principale de la désinformation en ligne, mais ils peuvent aussi devenir des acteurs puissants de la sensibilisation.

Les programmes d'éducation à la désinformation pourraient inclure des formations dédiées aux jeunes leaders, blogueurs et influenceurs, afin qu'ils deviennent des relais de bonnes pratiques numériques et diffusent des messages responsables à leurs communautés. L'efficacité de cette éducation dépendra de la capacité à utiliser des outils modernes et adaptés. Des applications mobiles simples pourraient être développées pour apprendre à reconnaître une fausse information, avec des quiz interactifs, des vidéos explicatives ou des mini-jeux.

L'usage de podcasts, de BD pédagogiques et de contenus en langues locales renforcerait l'accessibilité et l'impact. Pour garantir sa durabilité, cette éducation doit être intégrée aux politiques éducatives nationales et soutenue par les gouvernements, en partenariat avec les

ONG, les médias et les organisations internationales. Des financements spécifiques pourraient être mobilisés à travers des programmes régionaux de la CEDEAO ou de l'Union africaine, afin d'harmoniser les approches et de partager les meilleures pratiques entre pays.

3.5 Renforcer le fact-checking (la vérification des faits) et soutenir les médias

La multiplication des sources d'information et la démocratisation des outils numériques ont transformé chacun en potentiel producteur d'information. Si cette évolution a permis un accès plus large à l'information, elle a aussi accentué la propagation de la désinformation. Même les journalistes, censés vérifier et diffuser des informations fiables, sont aujourd'hui exposés à des contenus falsifiés ou manipulés. Dans ce contexte, le renforcement du fact-checking et des médias constitue un levier essentiel pour lutter efficacement contre la désinformation en Afrique de l'Ouest. Les rédactions doivent mettre en place des équipes spécialisées dans la vérification des informations, appelées desks de fact-checking.

Ces équipes seraient chargées de vérifier systématiquement les contenus diffusés, d'identifier les informations fausses ou trompeuses et de produire des analyses claires à destination du public. Cela permet non seulement de protéger la crédibilité des médias, mais aussi de réduire l'impact de la désinformation sur les citoyens. La formation continue des journalistes est cruciale. Elle doit inclure l'apprentissage de techniques avancées de fact-checking, l'utilisation d'outils numériques de vérification (analyse d'images, vidéos, métadonnées, traces numériques), et la sensibilisation aux nouvelles formes de manipulation de l'information.

Ces compétences permettront aux journalistes de détecter rapidement les contenus problématiques et de les déconstruire pour leurs publics. Les médias, en particulier les indépendants et locaux, ont besoin de ressources pour développer des desk de fact-checking et produire des contenus de qualité. Les gouvernements, organisations internationales et fondations pourraient mettre en place des fonds dédiés au renforcement des capacités journalistiques et à la vérification de l'information. Ce soutien peut inclure le financement de logiciels spécialisés, de formations, mais aussi l'encouragement à créer des réseaux régionaux de fact-checking pour partager données, méthodes et bonnes pratiques. Les médias et les desks de fact-checking peuvent collaborer avec les réseaux sociaux et autres plateformes numériques pour signaler les contenus trompeurs et diffuser des informations corrigées à grande échelle. Cette coopération permettrait de limiter la propagation des fausses informations et de donner

plus de visibilité aux contenus fiables. Le travail de fact-checking ne doit pas se limiter aux journalistes et médias. Il est essentiel de le relayer auprès du public à travers des campagnes éducatives et des formats accessibles (articles simplifiés, infographies, vidéos courtes). Les citoyens doivent apprendre à reconnaître les contenus vérifiés et à privilégier les sources fiables, ce qui renforce la résilience collective face à la désinformation.

3.6 Renforcer les initiatives de fact-checking (la vérification des faits) par des coalitions et une approche inclusive

Les initiatives de fact-checking en Afrique de l'Ouest jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la désinformation, mais elles sont encore limitées dans leur portée et leur efficacité. Contrairement aux campagnes de désinformation, qui bénéficient souvent de financements conséquents et de stratégies de diffusion bien organisées, les efforts de vérification de l'information manquent de moyens financiers, techniques et humains. Pour inverser cette tendance, il est nécessaire de consolider ces initiatives et de leur donner une dimension collective et inclusive.

La multiplication d'initiatives isolées réduit leur visibilité et leur impact. La mise en place de coalitions, regroupant les médias, ONG, organisations de jeunesse, et acteurs de la société civile, permettrait de mutualiser les ressources et les compétences. Ces coalitions pourraient coordonner la production de contenus vérifiés, partager des bases de données communes, et mener des actions de sensibilisation à grande échelle. Certaines coalitions existent déjà, mais elles doivent être mieux financées et renforcées pour atteindre un véritable rayonnement régional. Une grande partie des contenus de fact-checking est produite en français ou en anglais, ce qui limite sa portée auprès des populations rurales et peu alphabétisées. Il est essentiel de traduire et de diffuser ces contenus dans les langues locales (bambara, wolof, haoussa, éwé, etc.) afin de toucher un public plus large et de rendre la lutte contre la désinformation plus inclusive.

Cette démarche renforcerait la confiance des communautés et permettrait d'éviter que la désinformation ne s'enracine dans les zones les plus vulnérables. Les radios communautaires, les télévisions locales et les associations de quartier restent les principaux vecteurs d'information dans de nombreuses zones rurales et périurbaines. Les coalitions de fact-checking doivent s'appuyer sur ces relais pour diffuser leurs contenus, sous forme de chroniques,

d'émissions interactives, de débats ou de capsules audio en langues locales. Cette stratégie permettrait d'atteindre des millions de citoyens qui ne sont pas actifs sur les réseaux sociaux mais qui demeurent fortement exposés aux rumeurs.

Sans financement, aucune initiative ne peut survivre face à la puissance des campagnes de désinformation financées par des intérêts politiques, économiques ou parfois étrangers. Les gouvernements, les organisations internationales, les bailleurs de fonds et les fondations devraient créer un fonds régional pour le fact-checking, permettant de soutenir durablement les coalitions et de garantir leur indépendance éditoriale. Les contenus produits par ces coalitions doivent être diffusés de manière attractive et accessible : infographies, vidéos courtes, podcasts, posts interactifs. En travaillant avec des influenceurs et leaders d'opinion locaux, les initiatives de fact-checking gagneraient en visibilité et pourraient concurrencer les campagnes de désinformation qui inondent les réseaux sociaux.

3.7 Promouvoir le fact-checking (la vérification des faits) participatif

Le fact-checking participatif repose sur l'idée que la lutte contre la désinformation ne doit pas être le seul apanage des journalistes ou des experts, mais un effort collectif auquel les citoyens eux-mêmes contribuent. Dans un contexte ouest-africain marqué par une forte utilisation des réseaux sociaux, une influence déterminante des radios locales et la circulation de rumeurs au sein des communautés, ce modèle peut renforcer l'efficacité et la légitimité de la vérification de l'information.

Les initiatives de fact-checking pourraient créer des plateformes collaboratives (sites web, applications mobiles, numéros WhatsApp, hotlines SMS) permettant aux citoyens de signaler des contenus suspects qu'ils rencontrent sur les réseaux sociaux ou dans leur vie quotidienne. Ces signalements alimenteraient ensuite le travail des journalistes et des vérificateurs spécialisés. Des jeunes, des leaders communautaires, des enseignants ou encore des associations locales pourraient être formés comme « relais » de fact-checking. Leur rôle serait d'identifier, de relayer et de vulgariser les vérifications d'informations auprès de leurs communautés, notamment dans les zones rurales et auprès des populations peu connectées.

Le fact-checking participatif doit être inclusif et accessible. Produire les contenus en langues locales et les diffuser via les radios communautaires, les débats publics ou des formats culturels

(sketchs, théâtre de rue, vidéos courtes) permettrait de toucher une audience beaucoup plus large que les seules élites urbaines connectées. Le fact-checking participatif suppose une coopération étroite entre les médias, les organisations de la société civile et les citoyens. Des coalitions locales et régionales pourraient structurer ce travail collaboratif, mutualiser les ressources et créer des bases de données communes pour archiver et suivre les cas de désinformation.

Pour encourager l'engagement, des mécanismes incitatifs pourraient être mis en place, comme des concours de fact-checking pour les jeunes, des reconnaissances publiques pour les « ambassadeurs » actifs, ou encore des programmes de mentorat entre journalistes et citoyens impliqués. Pour être crédible, le fact-checking participatif doit rester indépendant de toute influence politique ou partisane. La transparence sur les sources utilisées, la méthodologie de vérification et le financement des initiatives est indispensable pour maintenir la confiance des citoyens.

3.8 Réguler les plateformes numériques et encadrer les algorithmes

Les plateformes numériques (Facebook, WhatsApp, TikTok, X/Twitter, YouTube, etc.) jouent un rôle central dans la circulation de l'information en Afrique de l'Ouest. Elles sont devenues les principales sources d'actualités pour une grande partie de la population, surtout les jeunes. Or, leurs algorithmes privilégient la viralité et l'émotion au détriment de la véracité, favorisant ainsi la propagation de contenus trompeurs, polarisants ou haineux. Une stratégie efficace de lutte contre la désinformation doit donc intégrer une réflexion spécifique sur le rôle et la responsabilité de ces acteurs. Les gouvernements et la CEDEAO pourraient exiger des grandes plateformes plus de transparence sur leurs algorithmes, notamment en ce qui concerne la manière dont ils recommandent, hiérarchisent ou suppriment certains contenus. Une transparence accrue permettrait aux chercheurs, journalistes et OSC de mieux comprendre les mécanismes de viralité et d'élaborer des réponses adaptées.

Actuellement, les outils de signalement mis en place par les plateformes ne sont pas toujours accessibles aux utilisateurs africains, notamment parce qu'ils ne prennent pas en compte les langues locales. Les États et les OSC devraient négocier avec les plateformes la mise en place d'outils adaptés : signalement en langues locales, modérateurs basés en Afrique de l'Ouest, délais de réaction plus rapides en période électorale ou de crise sécuritaire. Alors que l'Afrique

de l'Ouest compte des millions d'utilisateurs, les efforts des plateformes pour modérer les contenus y sont encore largement insuffisants par rapport à d'autres régions du monde.

La CEDEAO pourrait plaider collectivement pour obliger ces entreprises à investir davantage dans la modération locale, le recrutement d'experts régionaux et le soutien aux initiatives de fact-checking. Une grande partie de la désinformation est alimentée par la publicité politique ciblée et financée. Il est essentiel de mettre en place des règles régionales obligeant les plateformes à identifier clairement les contenus sponsorisés, à publier la source et le financement des campagnes politiques, et à interdire la diffusion de fausses informations via des publicités payantes.

Les plateformes pourraient être mises à contribution dans les campagnes de sensibilisation, par exemple en affichant des messages pédagogiques lors des périodes électorales ou en collaborant avec les OSC pour promouvoir le fact-checking. Ce partenariat doit être encadré pour garantir l'indépendance et éviter les conflits d'intérêts. Les universités, centres de recherche et think tanks ouest-africains devraient être soutenus pour mener des études sur l'impact des algorithmes dans la région. Comprendre comment ceux-ci influencent les comportements, renforcent la polarisation ou amplifient certaines rumeurs est une étape clé pour proposer des régulations efficaces.

3.9 Mettre en place la loi d'accès à l'information dans les pays de l'Afrique de l'Ouest qui n'en disposent pas

Dans plusieurs pays de la région, un tel cadre juridique n'existe pas encore, ce qui limite considérablement la transparence et favorise la prolifération des rumeurs et des fausses nouvelles. L'absence d'un droit effectif à l'information alimente un climat de méfiance entre les citoyens et les institutions publiques, et laisse la place aux sources non fiables qui comblent ce vide.

En mettant en place une loi claire et opérationnelle sur l'accès à l'information, les États offriraient aux citoyens, aux médias et à la société civile un outil essentiel pour vérifier les faits, réduire l'opacité administrative et renforcer la confiance dans les canaux officiels. Cela contribuerait non seulement à endiguer la propagation de la désinformation, mais aussi à

consolider la gouvernance démocratique en favorisant la participation citoyenne et la redevabilité des autorités publiques.

3.10 Renforcer la coopération régionale dans la lutte contre la désinformation

La désinformation en Afrique de l'Ouest ne s'arrête pas aux frontières nationales : elle circule à travers les réseaux sociaux, les médias transfrontaliers et les diasporas. Des rumeurs ou fausses informations nées dans un pays se propagent rapidement dans les États voisins, alimentant les tensions politiques, les divisions communautaires et les conflits. Face à un tel phénomène, une réponse strictement nationale reste insuffisante.

La coopération régionale doit donc être au cœur de la stratégie de lutte contre la désinformation. La CEDEAO pourrait créer une plateforme régionale dédiée à la lutte contre la désinformation, rassemblant les gouvernements, les médias, les OSC, les chercheurs et les plateformes numériques. Cette structure aurait pour mission de coordonner les initiatives, de partager les bonnes pratiques, et de faciliter les échanges d'informations en temps réel lorsqu'une campagne de désinformation transfrontalière est détectée.

Actuellement, les lois encadrant la communication en ligne et la cybercriminalité diffèrent d'un pays à l'autre, ce qui complique la coopération. Une harmonisation progressive des législations, sous l'égide de la CEDEAO, permettrait de garantir une réponse cohérente et d'éviter que les acteurs malveillants exploitent les failles juridiques des États les moins régulés. Cette harmonisation doit cependant être équilibrée pour éviter les dérives liberticides. La lutte contre la désinformation est coûteuse, alors que les campagnes malveillantes bénéficient souvent de financements considérables.

La CEDEAO, en partenariat avec l'Union africaine, l'UNESCO et les bailleurs internationaux, pourrait mettre en place un fonds régional destiné à financer les initiatives de fact-checking, les campagnes de sensibilisation multilingues et les formations destinées aux journalistes et aux OSC. Un observatoire régional, appuyé par des centres de recherche et universités, pourrait être chargé de surveiller les tendances de la désinformation, de cartographier les principaux vecteurs de manipulation et de produire des rapports réguliers accessibles aux États, médias et citoyens.

Cela renforcerait l'anticipation et permettrait d'agir rapidement avant qu'une campagne ne prenne trop d'ampleur. Les grandes plateformes (Meta, X/Twitter, TikTok, WhatsApp) ont une

responsabilité majeure. La CEDEAO pourrait négocier des accords régionaux pour obliger ces entreprises à collaborer davantage, en développant des outils de signalement rapides pour les fausses informations circulant dans les langues locales, et en finançant des initiatives locales de fact-checking.

Au-delà des actions nationales, des campagnes de communication régionales, diffusées dans plusieurs langues et relayées par les médias transfrontaliers, pourraient sensibiliser les citoyens sur l'ensemble du territoire ouest-africain. Ces campagnes contribueraient à créer une conscience collective des dangers de la désinformation et à promouvoir des comportements responsables en ligne.

Bibliographie

Acakpo, K. (2025, 27 février). La PLCC et les instances de Police se mobilisent contre les menaces sexuelles et fake news à Abidjan. Africa cybersecurity magazine. https://cybersecuritymag.africa/plcc-et-instances-de-police-se-mobilisent-contre-les-menaces-sexuelles-et-fake-news Consulté le 12 août 2025 à 10h30.

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, (2024, 01er avril). Cartographie de la vague de désinformation en Afrique. https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-vague-de-desinformation-en-afrique/ Consulté le 01er septembre 2025 à 10h05.

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, (2024, 01er avril). Les campagnes de désinformation visant à manipuler les systèmes d'information africains ont presque quadruplé depuis 2022, entraînant des conséquences déstabilisantes et antidémocratiques [image en ligne]. https://africacenter.org/wp-content/uploads/2024/04/Regional_disinfo_total_fr_4-4.png Consulté le 01er septembre 2025 à 10h25.

Centre de crise national de la Belgique, (2025). Distinction entre désinformation, mésinformation, et malinformation [image en ligne]. https://centredecrise.be/fr/risques-en-belgique/risques-man-made/desinformation/quest-ce-que-la-mesinformation-et-la Consulté le 01er septembre 2025 à 09h46.

CFI Développement Médias, (2025). Projet de lutte contre la désinformation en Côte d'Ivoire. https://cfi.fr/fr/projet/projet-de-lutte-contre-la-desinformation-en-cote-divoire Consulté le 12 août 2025 à 11h40.

Conseil de l'Europe, (2022). Faire face à la propagande, à la désinformation et aux fausses nouvelles. https://www.coe.int/fr/web/campaign-free-to-speak-safe-to-learn/dealing-with-propaganda-misinformation-and-fake-news Consulté le 01er septembre 2025 à 09h35.

Institut Supérieur de Formation au Journalisme, (2023, 28 décembre). Désinformation/Mésinformation/Malinformation : décryptage des nuances. https://www.isfj.fr/actualites/28122023-desinformation-mesinformation-malinformation-decryptage-des-nuances-cruciales/ Consulté le 01er septembre 2025 à 09h10.

Jackson, D. (2017, octobre). Note d'information : distinguer la désinformation de la propagande, de la mésinformation et des « fake news ». International Forum for Democratic Studies/National Endowment for Democracy. https://www.ned.org/wp-

content/uploads/2017/10/distinguer-la-desinformation-de-la-propagande-de-la-mesinformation-et-des-fake-news.pdf Consulté le 01er septembre 2025 à 09h26.

Jamiu, F. (2020, 08 octobre). Fact-Checking Guide: Brief on Media Organisations on the Frontline of Combating Information Disorder in Nigeria. Dubawa. https://idac.dubawa.org/fact-checking-guide-brief-on-media-organisations-on-the-frontline-of-combating-information-disorder-in-nigeria/ Consulté le 12 août 2025 à 12h35.

Jeune Afrique, (2025, 05 septembre). Fake news et campagne d'influence : comment l'AES s'invite dans la présidentielle ivoirienne. https://www.jeuneafrique.com/1718675/politique/fake-news-et-campagne-dinfluence-comment-laes-sinvite-dans-la-presidentielle-ivoirienne/ Consulté le 02 septembre 2025 à 12h35.

Le Bihan, J. (2023, 12 février). En Côte d'Ivoire, les influenceurs peuvent-ils tout dire ?. Jeune Afrique. https://www.jeuneafrique.com/1414475/politique/en-cote-divoire-les-influenceurs-peuvent-ils-tout-dire/ Consulté le 01er septembre 2025 à 10h46.

Mare, A., Onanina, V. et Soto-Mayor, G. (2023, 26 octobre). Comprendre la désinformation en Afrique. Le grand continent. https://legrandcontinent.eu/fr/2023/10/26/comprendre-la-desinformation-en-afrique/ Consulté le 02 septembre 2025 à 12h15.

Maurin-Bonini, J. (2025). De Cambridge Analytica à Team Jorge : les professionnels de la désinformation dans la zone grise de l'industrie de l'influence. Dans T. Libaert et al. (dir.), *Actes de colloque-Enjeux communicationnels de la désinformation. Nouvelles formes, nouveaux défis* (p. 8-12). Académie des Controverses et de la Communication Sensible. https://hal.science/hal-04986962/file/Actes%20de%20colloque%20-%20ACCS%202024.pdf Consulté le 01er septembre 2025 à 11h15.

Niel, X., Roux, D. (2012). La révolution internet. Dans, *Les 100 mots de l'internet* (p. 3-10). Presses Universitaires de France. https://shs.cairn.info/les-100-mots-de-l-internet--9782130592112-page-3?lang=fr Consulté le 02 septembre 2025 à 08h45.

Okoronkwo, N. (2023, 25 janvier). Elections: NITDA tasks Meta on fact-checkers to combat fake news. VON. https://von.gov.ng/elections-nitda-tasks-meta-on-fact-checkers-to-combat-fake-news/ Consulté le 12 août 2025 à 10h50.

Organisation de Coopération et de Développement Economiques, (2024). Les faits sans le faux : Lutter contre la désinformation, renforcer l'intégrité de l'information. Éditions OCDE. https://www.oecd.org/content/dam/oecd/fr/publications/reports/2024/03/facts-not-fakes-tackling-disinformation-strengthening-information-integrity_ff96d19f/4078bb32-fr.pdf Consulté le 01er septembre 2025 à 11h30.

RFI, (2025, 26 août). Côte d'Ivoire : une précampagne présidentielle polluée par les « fake news ». Radio France Internationale. https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250826-c%C3%B4te-d-ivoire-une-pr%C3%A9campagne-pr%C3%A9sidentielle-pollu%C3%A9e-par-les-fake-news Consulté le 02 septembre 2025 à 09h13.

Shallpella, H. U. (2025, 06 mars). ECOWAS Trains Over 40 Journalists on Countering Misinformation. The Pilot Media. https://www.westafricanpilotnews.com/2025/03/06/ecowas-trains-over-40-journalists-on-countering-misinformation/ Consulté le 12 août 2025 à 11h25.

Vitalis, A. (2015). La « révolution numérique » : une révolution technicienne entre liberté et contrôle. Open Edition Journals. https://journals.openedition.org/communiquer/1494 Consulté le 01er septembre 2025 à 12h06.

We Are Tech.Africa, (2023). Statistiques de l'utilisation d'Internet en Afrique de l'Ouest en 2023 [image en ligne]. Agence Ecofin. https://www.agenceecofin.com/multimedia/3005-108776-les-chiffres-dutilisation-dinternet-en-afrique-de-louest-janvier-2023#startOfPageId108776 Consulté le 02 septembre 2025 à 14h30.

We Are Tech.Africa, (2023, 27 avril). Taux de pénétration d'Internet en Afrique par région (Janvier 2023) [image en ligne]. https://www.wearetech.africa/fr/fils/dossier/uber-bolt-moja-ride-gozem-les-applis-de-vtc-prennent-de-la-valeur-sur-un-marche-africain-peu-prepare Consulté le 02 septembre 2025 à 14h45.

Yeti, D. (2025, 18 avril). Campagne/Fiabilisation de l'information en ligne : Le ministère de la Communication et la Giz se rapprochent. Fratmat.info. https://www.fratmat.info/article/2633238/culture/campagnefiabilisation-de-linformation-en-ligne-le-ministere-de-la-communication-et-la-giz-se-rapprochent Consulté le 12 août 2025 à 11h10.

Sur l'éditeur :

Solution think tank

Le réseau de think tanks francophones en Afrique de l'Ouest - @solutiontt - #solutionthinktank

L'idée qui sous-tend solution think tank est de donner aux excellents think tanks francophones une voix plus forte au-delà des frontières nationales et des barrières linguistiques. L'Afrique de l'Ouest, en particulier, manque de plates-formes de coopération dans le domaine de la recherche orientée vers des solutions. Nous sommes fermement convaincus que l'expertise des think tanks ouest-africains doit et peut contribuer à un discours plus global et orienté vers des solutions sur les défis nationaux, régionaux et mondiaux dans les domaines politiques, sociaux, économiques et du développement.

Membres de Solution Think Tank en 2025 :

- CADERT (Togo)
- CAPES (Burkina Faso)
- CIRES (Côte d'Ivoire)
- CRPA (Côte d'Ivoire)
- CROP (Togo)
- Chatham House (Royaume-Uni)
- Institut de Stratégies (Côte d'Ivoire)
- IPED (Guinée)
- Konrad-Adenauer-Stiftung (Afrique de l'Ouest)
- Social Watch (Bénin)
- Stat View International (Guinée)
- WATHI (Sénégal)